

# FDLR commanditées : le nickel, le pétrole et gaz burundais forcent la main de la France

Fulvio Beltrami

Igihe, 14 février 2016

**L'auteur de ce texte un journaliste italien Fluvio Beltrami montre que la France embrase bel et bien la région des Grands Lacs avec le Burundi pour épicerie. Le nouveau front burundais des FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) officiellement au secours du régime de Pierre Nkurunziza en difficulté a des visées qui vont au delà de ce projet. La France n'a jamais cessé d'étonner la communauté internationale en « finançant des génocides ».**

Le soutien de la France au Burundi est dicté par des raisons économiques et politiques. La France est particulièrement intéressée par les gisements de nickel, actuellement exploités par des compagnies minières sud-africaines.

Elle est également intéressée dans le pétrole et le gaz naturel qui, situés

dans le bassin de la rivière Ruzizi, sont inexploités soit en raison de la situation précaire du Burundi, soit à cause de l'absence d'accords d'exploitation conjointe avec le Congo, car ces gisements sont transfrontaliers.

L'intervention du Congo-Brazzaville est particulièrement intéressante pour Paris, car il affaiblit l'alliance entre le Congo-Brazzaville et le Rwanda créé en 2012 grâce aux efforts diplomatiques du président rwandais Paul Kagame. Une alliance en somme anti Kabila.

Sur le plan politique, la France estime indispensable le maintien du régime Nkurunziza pour garder l'influence francophone sur le Burundi. L'orientation politique de résistance contre la puissance Hutu Power que la population a entreprise et la stratégie génocidaire décidée par le régime, conduisent à la conséquence directe d'une rupture radicale avec le passé en cas de victoire de l'opposition.

Le Burundi après Nkurunziza sera plus enclin à adopter le modèle rwandais pour reconstruire le tissu social et économique du pays. L'influence du Rwanda et les puissances occidentales anglophones sur le Burundi vont progressivement remplacer l'influence française.

Le soutien apporté au régime du président Nkurunziza par le Président François Hollande est gardé secret car il est source d'embarras pour la France. Après vingt-deux ans, la France se retrouve à soutenir dans la région un autre régime avec des tendances génocidaires claires comme ce fut dans le cas du Rwanda 1994.

## **Fdlr bien en selle au Burundi**

Le soutien est encore plus embarrassant devant la réalité actuelle au Burundi. Profitant de la crise politico-militaire et de la faiblesse du régime de Nkurunziza, les terroristes rwandais FDLR ont progressivement pris le pouvoir au Burundi.

Maintenant ils contrôlent le pays et l'ancien président Nkurunziza avec le CNDD-FDD sont leurs otages. Exécuteurs simples de décisions prises par le haut commandement des FDLR à Goma (Congo) et Paris (France).

Les FDLR avec la prise de

contrôle du Burundi, entrevoient pour la première fois après la défaite en 1994 infligé par le Front Patriotique Rwandais, la possibilité de contrôler un territoire, si petit soit-il, frontalier avec le Rwanda voisin. Le premier objectif est de consolider le pouvoir au Burundi (géré en surface par le CNDD-FDD et Nkurunziza) et ensuite se renforcer politiquement, économiquement et militairement en prévision de l'invasion du Rwanda.

Le Burundi serait transformé par les FDLR en une vache laitière et une base arrière pour l'invasion du Rwanda. Objectif : renverser le président Paul Kagame, achever le génocide laissé à moitié accompli » et rétablir un gouvernement Hutu Power étroitement lié à la France par un retour aux "excellentes relations" avec Paris qui ont marqué les trente ans de régime HutuPower rwandais jusqu'au génocide.

Paris ne peut ignorer que les FDLR ont, de facto le pouvoir au Burundi, que les conseillers militaires français sont dans le haut commandement des FDLR à Goma avec la tâche de former ces terroristes. L'amour entre les FDLR et Elysée date de longtemps.

A la défaite inévitable face à l'offensive du Front Patriotique Rwandais en plein génocide, la France a ordonné son contingent militaire infâme "Opération Turquoise" pour assurer la retraite de l'armée et des milices

génocidaires dans le territoire zaïrois afin de les sauver de l'anéantissement et les réorganiser pour la reconquête du Rwanda.

À la rescousse des forces que dans trois mois avaient abattus un million de personnes, la France a repris de bonnes relations avec le dictateur Joseph Mobutu Sese Seko du Zaïre, en échange de son soutien.

Pendant deux ans : 1994 - 1996, la France a financé, armés et entraînés les milices génocidaires rwandaises, en coordonnant les différentes attaques (échouées) sur le territoire rwandais.

## **Idée de création des Fdlr soutenue par l'Elysée**

Après la Première Guerre Pan Africaine combattue au Congo et la chute de Mobutu en 2000, Paris accueille favorablement la proposition de certains anciens dirigeants du gouvernement Habyarimana réfugiés en France de réorganiser les troupes dissoutes des génocidaires créant le Front Démocratique pour la Libération du Rwanda - FDLR.

Le soutien aux FDLR (formé par les bouchers et les génocidaires qui ont commis l'Holocauste en 1994) offert par Paris est l'une des pages les plus honteuses de l'histoire impériale

française et un exemple de cynisme incompréhensible mis en œuvre pour atteindre l'objectif de renverser le régime de Paul Kagame au Rwanda.

La France a dès lors été consciente du fait que l'un des objectifs des FDLR est d'achever le génocide de 1994 transformer le Rwanda en un pays mono-ethnique Hutu.

Les récentes arrestations de certains génocidaires rwandais recherchés effectuées en France ne devraient pas nous induire en erreur. Le Haut Commandement politique des FDLR, composé de génocidaires recherchés par la Cour pénale internationale, reste intact et agit sans être inquiété à Paris.

Beaucoup de ces dirigeants ont même conservé leurs identités originales pour demander l'asile politique dans les pays européens. Les demandes d'extradition émises par la justice rwandaise à leur encontre ont été toujours rejetées.

Le soutien des terroristes génocidaires sournois, silencieux mais inconditionnels des FDLR explique les manœuvres de la France pour empêcher toute présence des troupes de l'ONU ou des troupes africaines au Burundi.

La présence prolongée des forces de la paix étrangères pourrait tôt ou tard être en mesure de découvrir le rôle joué par les maîtres des FDLR au Burundi comprenant que toutes les tentatives de négociations de paix menées à l'échelle internationale ont

en réalité comme interlocuteurs pas un régime illégal, mais un groupe armé inscrit sur la liste des organisations terroristes internationales considérés comme dangereux et criminelles autant que Boko Haram, Al-Qaïda et ISIL DAESH.

Le soutien au régime burundais se transforme en un soutien au terrorisme international. Pas mal pour un gouvernement occidental berceau

de la Révolution !

Les citoyens français seront choqués, surtout les familles des victimes de l'attentat à Paris, mais, je vous assure, le soutien à des terroristes FDLR est parfaitement placé dans la stratégie de la politique étrangère française afin autant que le soutien de Paris à Boko Haram et ISIL -DAESH.

Que de vérité cachée, n'est-ce pas ?